



COMMUNIQUÉ UNITAIRE

Paris, 27 avril 2023

Fret SNCF : nous ne laisserons pas faire !

Le 18 janvier dernier, la Commission européenne a quand même décidé de lancer **une enquête approfondie contre Fret SNCF**.

Bruxelles lance une nouvelle offensive libérale afin de liquider définitivement l'opérateur historique et public de fret ferroviaire en France, au moment où la loi européenne sur le climat fait une obligation légale de réduire les émissions de l'UE d'au moins 55 % d'ici à 2030.

En pleine crise écologique et sociale, **les fédérations cheminotes condamnent et rejettent avec force cette politique de terre brûlée**.

Elles s'engagent à mettre toutes leurs forces, dans cette lutte, face à la Commission européenne, au gouvernement français et à la direction SNCF !

Malgré toutes les restructurations et plans sociaux de ces vingt dernières années, l'activité Fret SNCF regroupe toujours 5 000 cheminot-es et reste le premier opérateur en France, ainsi que le troisième en Europe en termes de chiffres d'affaires. Cette situation n'a pas l'air de satisfaire la Commission européenne, obnubilée par ses objectifs de rentabilité et antisociaux.

Affichant qu'il n'y a pas de hiérarchie dans les traités entre la concurrence et l'environnement, la Commission Européenne, sous couvert des États membres, a lancé une procédure technocratique pouvant conduire à une faillite du transport ferroviaire de marchandises en France. L'urgence climatique et écologique nous impose de disposer d'un outil de production efficace pour piloter une transition énergétique très exigeante. En liquidant Fret SNCF, cela sera impossible !

L'urgence est donc de favoriser le report modal de la route vers le rail, avec un outil public à même de répondre aux besoins de la nation.

L'UE et l'État français doivent mettre fin immédiatement à cette procédure !

Nos organisations syndicales exigent que le fret ferroviaire soit sorti des marchés de la concurrence, qui ne revitalisent jamais un secteur, mais provoquent son naufrage. Le fret ferroviaire ne peut plus être une simple alternative dans notre société, mais il doit tout simplement être incontournable.

Les fédérations CGT – UNSA – SUD-Rail – CFDT viennent d'interpeller les Ministres de la Transition Écologique et des Transports afin d'exiger la tenue rapide d'une réunion tripartite. Nous avons des revendications concrètes et réalistes pour maintenir la pérennité du modèle de Fret SNCF, préserver des emplois et un haut niveau social dans cette activité du Groupe et mettre sur les rails une réelle stratégie pour le développement du fret ferroviaire public.

Nous refuserons le chantage de la direction !

Choissant de ne pas contester la décision d'ouverture de cette enquête, la direction SNCF a, par contre, commencé à anticiper une décision défavorable. Suppression massive d'emplois, ouverture du capital au privé, création de filiales, abandon de trafics, etc., elle travaille sur plusieurs scénarios pour faciliter la liquidation de Fret SNCF. Nous dénonçons cette attitude qui ne protège pas les cheminots concernés et fragilisera incontestablement la possibilité de mettre plus de marchandises sur les trains.